

Secret.

M E M O I R E

sur les tâches futures du
Service de renseignements militaire.

-oOo--

I.

Un Service de renseignements doit se concevoir en fonction d'une situation politique donnée. Celui que nous avons eu jusqu'à présent était organisé sur la base d'une agression possible de l'Allemagne. Tout l'effort était orienté dans la recherche des possibilités, voire des intentions de ce pays à notre égard. Il a toujours fonctionné pour ainsi dire "à sens unique", car les informations que l'on possédait sur les forces militaires alliées furent, sinon nulles, du moins extrêmement réduites.

Aujourd'hui la situation politico-militaire est radicalement différente de ce qu'elle fut entre 1939 et le 8 mai 1945.

L'Allemagne a cessé d'exister comme état libre. Même si par la suite, - quand le peuple se sera remis du choc de la défaite - des mouvements de résistance devait naître, le Reich ne constituera plus, pour l'ensemble de l'Europe, un danger militaire permanent durant quelques années.

De ce côté le péril s'est donc effacé. En revanche, si l'Allemagne a disparu, elle est remplacée sur son territoire par un groupe de pays, intimement unis tant qu'il s'agissait d'abattre l'ennemi commun, mais dont les relations futures conditionneront la situation politique et militaire du monde.

Quoique sortie intacte du conflit, la position de la Suisse s'est profondément modifiée.



Elle n'est plus au centre d'une Europe aux forces équilibrées, mais elle est devenu une marche du monde occidental en face du monde slave puisque, sans connaître encore exactement la ligne de démarcation au travers de l'Allemagne, nous ne serons éloignés que de ... km. de ce qu'il sera convenu d'appeler l'Europe orientale, dont l'influence s'étendra bien à l'ouest de Berlin et de Vienne.

Ce n'est pas le maigre rideau, représenté par les forces anglo-américaines, placé entre nous et cette ligne de démarcation qui sera un facteur important de notre sécurité politique et militaire. L'ensemble des relations entre les Anglo-Américains d'une part, agissant comme les représentants du monde occidental et l'U.R.S.S. d'autre part, se présentant comme la protectrice des nations de l'est aura des répercussions immédiates tant en Europe qu'en Suisse, aussi bien au point de vue intérieur qu'extérieur.

L'Europe occidentale doit sa libération aux Anglo-Américains, mais elle est encore caractérisée par une instabilité politique complète à la suite des chocs des forces sorties de l'occupation allemande, de la résistance et de l'autorité gouvernementale. Sans parler d'anarchie, ce qui serait faux, il y a chaos. On peut donc se demander dans quel sens ces forces vont finalement s'orienter : Moscou ou Washington, car ce sont les deux pôles d'attraction du monde en général et de l'Europe en particulier.

Alors que le monde "capitaliste" ou "bourgeois" - pour employer des expressions peut-être périmées mais qui caractérisent un programme - regarde vers Washington (ou Londres), celui sorti des mouvements de résistance essentiellement popu-

laire tourne ses yeux vers Moscou, qui doit lui apporter la paix sociale.

On peut dire qu'en ce moment, aucun pays européen proprement dit, n'échappe à cette division.

Chaque guerre demande aux classes ouvrières un plus grand effort, qui leur donne le sentiment de leur importance dans l'état, par rapport à ce que furent les classes dites "dirigeantes". C'est la raison pour laquelle la poussée à gauche est partout inévitable, jusqu'au moment où les élites peuvent reprendre leur rôle; y parviendront-elles jamais après le tribut de vies humaines qu'elles ont payé à la guerre ?

Douze pays européens* sont complètement dans l'orbite de Moscou (ou occupés par elle) et l'U.R.S.S. cherche par tous les moyens à augmenter son influence sur les autres. Nous ne devons pas oublier que notre position géographique nous plaçant à faible distance de la ligne de démarcation, permettra de nous considérer comme un des premiers objectifs à atteindre.

De par sa situation, la Suisse ne sera désormais plus éloignée des champs de batailles mettant aux prises l'Orient et l'Occident. C'est un facteur essentiellement nouveau dans notre histoire. En effet, jusqu'à maintenant nous avons été uniquement intéressés dans les conflits entre les pays de l'Europe occidentale et centrale, voire méridionale. Il ne s'agira plus à l'avenir de guerres entre "pays", mais entre continents puisque pratiquement le monde qui sort de cette guerre comprend deux grands

*Ce sont: la Finlande, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie; la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie; la Roumanie, la Bulgarie et la Yougoslavie; l'Autriche et l'Allemagne orientale.

grands groupements actifs (Anglo-Américains et leurs satellites et l'U.R.S.S. englobant tous les Slaves); un troisième (l'Asiatique, représenté par la Chine) est encore en gestation.

Nous avons élargi cet exposé pour bien montrer que la situation de la Suisse, partant de la sécurité, ne dépend plus de l'équilibre de ses trois grands voisins géographiques (France - Allemagne - Italie, éventuellement Autriche).

La France sera par la force des choses englobée dans le système occidental, de même que l'Italie et une partie de l'Allemagne et de l'Autriche. Ces "pays" feront partie du monde occidental, donc du même clan. Ils ne nous intéresseront plus individuellement, mais en bloc.

Comme nous aurons les mêmes intérêts qu'eux, une conception de la vie assez semblable, nous n'aurons pas à redouter une menace de leur part.

En fait, notre sécurité dépendra uniquement de l'état des relations entre le bloc soviétique s'étendant de l'Océan Pacifique à l'Elbe, et le bloc Anglo-Américain. Et, comme nous l'avons dit, dans cet ensemble gigantesque, nous sommes aux avant-postes. Situation périlleuse entre toutes, nous obligeant à connaître exactement l'état des relations politiques, économiques et militaires entre ces blocs.

Telle sera la tâche des différents services d'informations

- Service d'information politique
- Service d'information économique
- Service de renseignements militaires.

II.

Que l'on nous permette ici une parenthèse d'ordre technique: Selon une formule toujours vraie, "La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens". Il est donc compré-

hensible que les renseignements politiques obtenus par nos missions diplomatiques à l'étranger constituent la base de l'information générale. A eux seuls, ils ne seraient cependant pas suffisants, car il s'agit de déceler - et d'étudier - les mesures militaires qui découlent dans chaque pays d'une situation politique déterminée.

Déceler le degré de préparation militaire d'un pays est le seul moyen de se rendre réellement compte de son attitude politique. C'est l'unique procédé pour infirmer ou confirmer les informations politiques obtenues par le service diplomatique.

Il faut donc, pour atteindre ce but, avoir des informateurs assez haut placés, ayant une culture militaire étendue, leur permettant de porter un jugement sur ce qu'ils voient, entendent ou apprennent par des tiers.

C'est une mission essentiellement d'attachés militaires. Agissant en pleine indépendance vis-à-vis de leur chef de poste, ils doivent être à même de constater des faits d'où découlent des possibilités, qui, comparées aux informations politiques, permettront de se rendre compte du degré de détente ou de gravité de la situation générale.

A notre point de vue, il ne s'agira pas de réduire le nombre des attachés militaires, mais au contraire de l'^{en/}augmenter en accréditant encore quelques-uns dans certaines capitales, comme nous le verrons plus loin.

On peut se demander s'il ne serait pas plus profitable (éventuellement même plus économique) de remplacer des attachés militaires par un réseau d'agents secrets. Nous ne le croyons pas, bien au contraire.

- a) Le civil qui s'occupe de questions militaires est par définition suspect; il est surveillé. Après avoir atteint un certain rendement, celui-ci baisse rapidement à la

suite de mesures de surveillance possible.

- b) Les possibilités d'investigation d'un agent sont réduites.
- c) L'agent finit par "tout ramasser". Il fait un conglomerat de ce qu'il a vu, des ragots de soldats, etc. Il est souvent le canal par lequel on glisse discrètement dans l'oreille, "de source sûre", les renseignements destinés à induire ses chefs en erreur.

Tous ceux qui auront touché une fois ou l'autre, de près ou de loin, à un service de renseignements, trouveront sans peine des exemples pour illustrer ce point de vue.

Les agents sont indispensables pour contrôler des faits qui permettront au commandement d'en déduire les possibilités. Tâche importante, mais d'ampleur réduite. Constatons encore que tant qu'un pays n'est pas en guerre avec un autre, avec lequel il entretient des relations diplomatiques normales, les consulats doivent être des centres de renseignements de premier ordre. Il suffit d'y mettre du personnel au courant des questions militaires. Il ne s'agit pas d'en faire des centrales d'espionnage d'où partent des réseaux (le procédé finit toujours mal), mais des postes d'observations.

Ce système permet de réaliser des économies (inutilité d'entretenir des agents toujours coûteux) et d'avoir des renseignements d'un degré de véracité maximum (renseigner est le métier de l'agent consulaire).

Ce sera toujours assez tôt d'avoir recours uniquement à des agents quand on sera entraîné dans la guerre et partant privés de nos observatoires chez l'ennemi. Mais tant qu'on peut les maintenir, on peut obtenir par ce procédé des renseignements de choix et éviter de se faire submerger par tous les racontars qui courent le monde, lancés involontairement ou volontairement. Ils sont la plaie des services de renseignements.

Donc, à notre point de vue, attachés militaires et agents consulaires doivent former l'armature du service de renseignements pour la période de paix armée au-devant de laquelle nous allons.

Ceci, naturellement sans préjudice d'une organisation qui doit être progressivement mise en place pour le temps de guerre, c'est-à-dire le moment où le maintien à l'étranger des agents diplomatiques est impossible. Mais ceci est un autre aspect du problème.

III.

Nous avons vu sous chif. I que la situation mondiale sera dominée par l'état des relations entre Anglo-Américains et le bloc de l'U.R.S.S.

Il est donc logique que l'on soit tenu au courant des préparatifs militaires, positifs ou négatifs, des deux clans.

Ceci permet d'admettre sans autre que les attachés militaires accrédités à Washington, Londres et Paris seront maintenus. De ce côté, il n'y aura pas de grandes difficultés à être informé.

En revanche il sera plus difficile de savoir ce qui se passera en U.R.S.S. et ses pays satellites. D'abord les dirigeants soviétiques se sont révélés les maîtres du camouflage. Leur tâche leur a été d'ailleurs grandement facilitée/^{tant/}par la tournure d'esprit du monde occidental, qui ne pouvait pas admettre que de grandes réalisations fussent faites dans ce pays, que par la mentalité slave, amie du mystère. L'exemple en est fourni une fois de plus par leur politique impénétrable d'aujourd'hui.

L'absence de relations diplomatiques complique certes le problème de la recherche des renseignements militaires à

l'échelon que nous avons indiqué; elle reste cependant possible par voie indirecte.

Il faut "encercler" l'U.R.S.S. de postes d'observation placés dans les pays limitrophes ayant des contacts avec elle. Nous voyons parmi ceux avec lesquels nous avons des relations diplomatiques normales:

- Stockholm
- Helsinki
- Ankara
- Prague
- Belgrade

Si par la suite, des relations diplomatiques se rétablissent avec la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie (la Roumanie) nous estimons qu'il sera absolument indispensable d'avoir un observateur militaire à Varsovie, Budapest, Sofia (Bucarest).

Comme nous le voyons, il ne s'agit pas d'accréditer un attaché militaire pour s'occuper de l'armée tchèque, yougoslave, finlandaise ou turque, ce qui serait un luxe absurde, mais pour se renseigner sur ce qui se passe chez le grand voisin de l'est.

La présence d'un attaché militaire à Rome rendra service pour apprécier les problèmes méditerranéens.

IV.

Quelles seront les tâches qui incomberont à ces officiers ? En plus de l'activité normale d'un attaché militaire dans le domaine technique (ordres de bataille des armées de terre et de l'air, armement, procédés tactiques, méthodes d'instruction, emplacement et importance des garnisons, etc. etc.), il s'agira d'apporter les éléments permettant d'apprécier le problème exposé au chif. I.

Parmi ceux-ci figure l'étude immédiate des problèmes

suivants:

- aspect militaire des organisations et conférences internationales;
- degré d'armement et de production de l'industrie de guerre en Angleterre et en Amérique;
- degré d'armement et de production de l'industrie de guerre en U.R.S.S. et dans les pays satellites;
- degré de désarmement de l'Allemagne et de l'Italie;
- relations militaires entre les Anglo-Américains et l'U.R.S.S.

Ce sont les tâches auxquelles il faut s'attaquer sans retard si nous voulons y voir clair dans la période de paix armée que nous vivons en ce moment, étant admis que l'étude des relations politiques et diplomatiques est à la charge des organes du Service de l'information politique du Département politique fédéral.

V.

La réorganisation du service de renseignements sur la base que nous proposons a l'avantage d'être simple, rapidement réalisable et ... légale (ce qui n'est pas à négliger vu les difficultés que nous pourrions avoir un jour avec certains pays en entretenant un réseau secret complet sur leur territoire).

Elle est économique, en ce sens que la majorité des frais va aux attachés militaires. Même si la somme en valeur absolue est relativement élevée, le montant est destiné à une source de renseignements "visible", que l'on peut contrôler. Il ne s'agit pas de sommes distribuées à des agents plus ou moins mystérieux, ayant un rendement douteux parce qu'incontrôlable.

C'est un moyen d'en finir avec certains informateurs occultes dont les renseignements ont souvent provoqué beaucoup d'émoi.

Comme un réseau réduit d'agents est toujours nécessaire, certains crédits doivent être prévus à leur intention. Ils seront cependant modestes.

Le présent mémoire n'est pas une critique de ce qui fut fait de 1939 à ce jour. Il n'est pas davantage une étude complète de l'organisation du service de renseignements. Il ne vise qu'à rendre attentif aux nouvelles tâches qui incombent à l'information militaire à en liaison avec l'information politique.

Nous basant sur l'expérience acquise avec les différentes sources de renseignements, nous avons esquissé le procédé qui nous semble le plus rationnel pour obtenir les données nécessaires à notre sécurité militaire et politique.

Berne le 13 mai 1945.

Mon cher,
ci joint, je t'envoie mon "Testament" du S.R.
Meilleures amitiés.

dodis.ch/2167

D.

MAJOR CHARLES DANIEL

DE L'ETAT - MAJOR GÉNÉRAL

OFFICIER - INSTRUCTEUR D'INFANTERIE

BERNE